

le Coquelicot

n°35

février
2002

Résistances ici et ailleurs!

palestine

Table ronde :
Les sequestrés
de Ramallah



azf



Table ronde :
La tribune
à Jospin

femmes



La Maison d'à côté



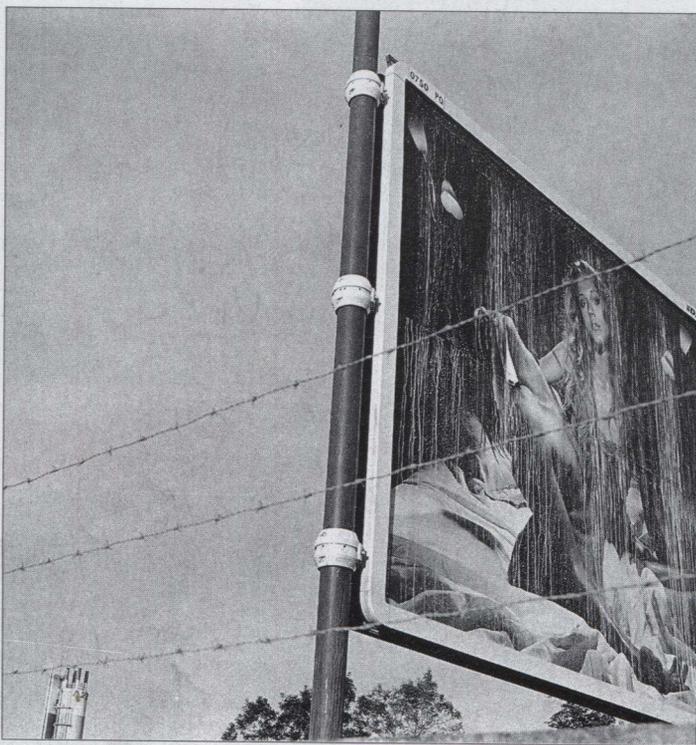
toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

Canaille et compagnie



© Arnauld DUFAUD

● Les élections approchent, l'insécurité augmente. N'entendez-vous pas dans nos villes et jusqu'au fond de nos campagnes mugir les féroces soldats du terrorisme apatride et déborder la crue irrépressible des violeurs collectifs de vieilles dames, pédophiles multirécidivistes amnistiés, braqueurs impitoyables de fourgons blindés, sadiques assassins d'innocents électeurs, cruels ravisseurs de sacs à main, adolescents oisifs promis à une carrière de sériel-quipeur, gamins racketteurs de naïques et niqueurs de mère, à qui tout ce que le pays compte de fauteurs de trouble qualifiés, chômeurs, fumeurs, grévistes, arracheurs d'ogèhème, syndicalistes, associés sans but lucratif, abstentionnistes, viendrait prêter main forte ?

Les mobiles ? Ils sont évidents. Ceux de Bouygues et France Telecom, 40 % des vols à l'arraché avec violence, tout le monde sait à quoi ils servent. Sur ceux des médias et des politiques, alimentant et amplifiant périodiquement le sentiment d'insécurité, la « Loi sur la Sécurité Quotidienne » ne laisse planer aucun doute. La chasse est ouverte, et il ne s'agit plus seulement de chasse à l'électeur. Désormais, tout ce que la société contient d'éléments résistants, même modestement, à la loi et l'ordre, la loi du marché et l'ordre mondial, devient suspect sous surveillance susceptible de devenir criminel à condamner. Alors, tous surveillés, contrôlés, fichés, privés de droits ? Bientôt nous serons criminels ou terroristes potentiels. Selon les nécessités de basse police.

Voici revenu le temps des « classes dangereuses ». C'est la canaille, eh bien j'en suis.

> Ravachefolle

La chasse est ouverte...

UNE TRIBUNE SANS TRIBUN

La tribune de Jos

Le Coquelicot continue à apporter sa pierre au débat suscité par l'explosion de l'AZF survenue le 21 septembre 2001. Suite à la tribune de Lionel Jospin dans *La Dépêche*, nous avons réuni a réuni Dominique Gilbon des Amis de la terre, Jean-Pierre Bataille de PJCnina (collectif « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs »), Gisèle Matamala de PJCnina et Pierre Rouvaut, du *Coquelicot*, pour nous faire part de leurs réflexions autour d'une table ronde sur le site chimique du sud de Toulouse, réalisée ce 2 janvier.

Le Coquelicot : Quel est l'apport de la tribune de Lionel Jospin dans la lutte que mène PJCnina ?

Jean-Pierre : La tribune de Jospin permet de mettre dos à dos les gens jusqu'à ce que les élections passent. Les directeurs de TotalFinaElf, Patrick Timbart et Serge Biechlin se servent de cette tribune pour dire qu'il y a une possibilité de redémarrage. Lorsque nous voyons l'état du site et quand ils discutent avec nous, en dehors des salariés, ils reconnaissent que les ammonitrates ne reviendront pas. Ils laissent croire aux salariés qu'ils sont toujours en train de discuter sur la reprise de l'ammoniaque. Jospin laisse planer le doute sur ce qui pourra être fait. PJCnina ne se fait aucune illusion. Ce qu'il dit dans sa tribune, c'est qu'il n'y aura plus de risque pour la population par la sécurisation des usines du pôle chimique. Il y en a qui marchent là-dedans et croient que nous sommes capables de sécuriser un site comme celui que nous avons actuellement. Parce que dire que nous sécurisons sans sortir de l'enceinte ça signifierait que nous pouvons faire confiance encore une

fois aux spécialistes, et cela nous ne pouvons pas l'envisager. Quand les directeurs AZF nous disent en réunion « Qu'est-ce que vous venez nous agacer, en trente ans d'activité, trente morts ce n'est rien ; il n'y a pas plus de morts dans notre activité que dans d'autres, nous ne pouvons pas arrêter une activité parce qu'il y a eu trente morts en trente ans ». Une usine, pour eux, doit générer des profits. Le responsable de la Chambre de commerce et d'industrie dit que le pôle chimique génère une économie pour la ville et l'agglomération. C'est donc acceptable pour lui.

Pierre : Les gens qui parlent comme ça sont les gens qui n'ont pas vécu l'explosion.

Dominique : C'est tout le problème du risque acceptable et du risque accepté. C'est la grande ambiguïté de la notion de « culture du risque ». Quand tu dis que Jospin a mis dos à dos les gens, non. Nous avons demandé qu'il ferme tout. Il a demandé des dossiers pour redémarrer. C'est quand même pas tout à fait du dos à dos. Dans le doute ou dans le flou qu'il laisse autour de l'accep-

Pour eux, il faut générer des profits...

Jospin, un trompe-l'œil

tabilité de ce dossier, il fait croire aux gens qu'il y a une possibilité de refuser, en fonction de critères qui seront contraignants. Il ne sera pas possible de redémarrer, tout en reconnaissant que Total n'a pas envie de redémarrer l'AZF. C'est quand même un dos à dos favorable aux industriels.

Pierre : Jospin alimente quelque chose qui se polarise sur l'AZF et il ne parle pas de la SNPE. Nous pouvons considérer, au vu de sa tribune, que le problème est réglé. Il suffit de « réduire la voilure », ouvrir une usine qui sera acceptable, qui ne pétera que dans ses murs. Nous avons eu malgré tout beaucoup de chance, y compris avec les bouts de ferrailles qui ont traversé la SNPE qui n'ont rien rencontré de vital. Il aurait pu y avoir dix fois, cent fois plus de victimes ! Ce n'est du qu'à la chance et cette chance sert d'argument pour minimiser la catastrophe et le risque.

Jean-Pierre : Ils ne parlent pas de chance, ils estiment que les sécurités ont fonctionné.

La collusion entre le gouvernement et les industriels

Gisèle : La tribune de Jospin signifie clairement la collusion entre le gouvernement et les industriels. Le gouvernement se fait le porte-parole des multinationales type TotalFinaElf et de lui-même en tant que propriétaire de la SNPE. Elle signifie que si nous laissons faire les choses, la situation nous échappera, il en va de même pour les ouvriers de l'AZF. Si l'AZF ferme, les ammonitrates ne seront plus produits. Ça arrange de se débarrasser d'une usine qui n'est plus rentable. Les décisions se prennent ailleurs, en haut lieu, en fonction de critères économiques. Il faut laisser tomber les schémas suivant lesquels les gouvernements représentent les citoyens et sont là pour les défendre, les représenter. Nous sommes leurs

ennemis à partir du moment où nous n'acceptons pas les propositions qui nous sont faites. Ce n'est pour moi qu'un discours pseudo démocratique complètement hypocrite et galvaudé. Le mot de sécurité absolue ne veut rien dire pas plus que le mot « culture du risque ». C'est un discours hautement manipulateur.

Dominique : Il y a quelque chose au niveau de la manipulation de Jospin que l'on va conserver pendant tout le temps de la campagne électorale : l'image de son pouvoir. C'est lui qui va décider tant du côté des industriels que du côté des citoyens. Il a façonné les choses de telle manière qu'il donne l'image du grand décideur mais les boîtes AZF et TotalFinaElf n'ont rien à foutre de ce discours. Le Conseil économique et social régional, lui, est intéressé par le pôle économique que cela représente à Toulouse. Les cadres de l'AZF proposent de redémarrer l'activité avec un plan social. Les patrons gèrent l'image de TotalAZF à un niveau qui échappe totalement à la problématique toulousaine, exactement comme Jospin qui mesure le poids de Toulouse par rapport au poids national. D'une certaine manière ce jeu nous aveugle. Nous pouvons réclamer à Jospin que la décision soit populaire et que le débat se poursuive. Je défends le moratoire car il faut institutionnaliser un certain type de « temps » qui, sur ce problème-là, arrête la chose jusqu'au « temps » où les citoyens libres avec les moyens de la réflexion puissent véritablement s'exprimer. Pour le citoyen, il aurait fallu se décider en trois mois dans un débat complètement ficelé, tronqué, pour donner des billes au grand décideur. La seule force qu'il nous reste, c'est la pression de la rue mais elle est difficilement gérable face à un manipulateur de ce niveau.

Le Coquelicot : *Quelle réflexion avez-vous sur le moratoire amené par Dominique dans ce débat ?*



© Arnaud DUFAUD

« Si la décision est prise d'éliminer le risque à Toulouse, il faut l'éliminer ailleurs. »

Pierre : Je rejoins Gisèle, à savoir que c'est le problème de toutes les luttes à partir du moment où nous discutons au sein d'organismes officiels. Cela emmène les gens sur le terrain du compromis avec les pouvoirs.

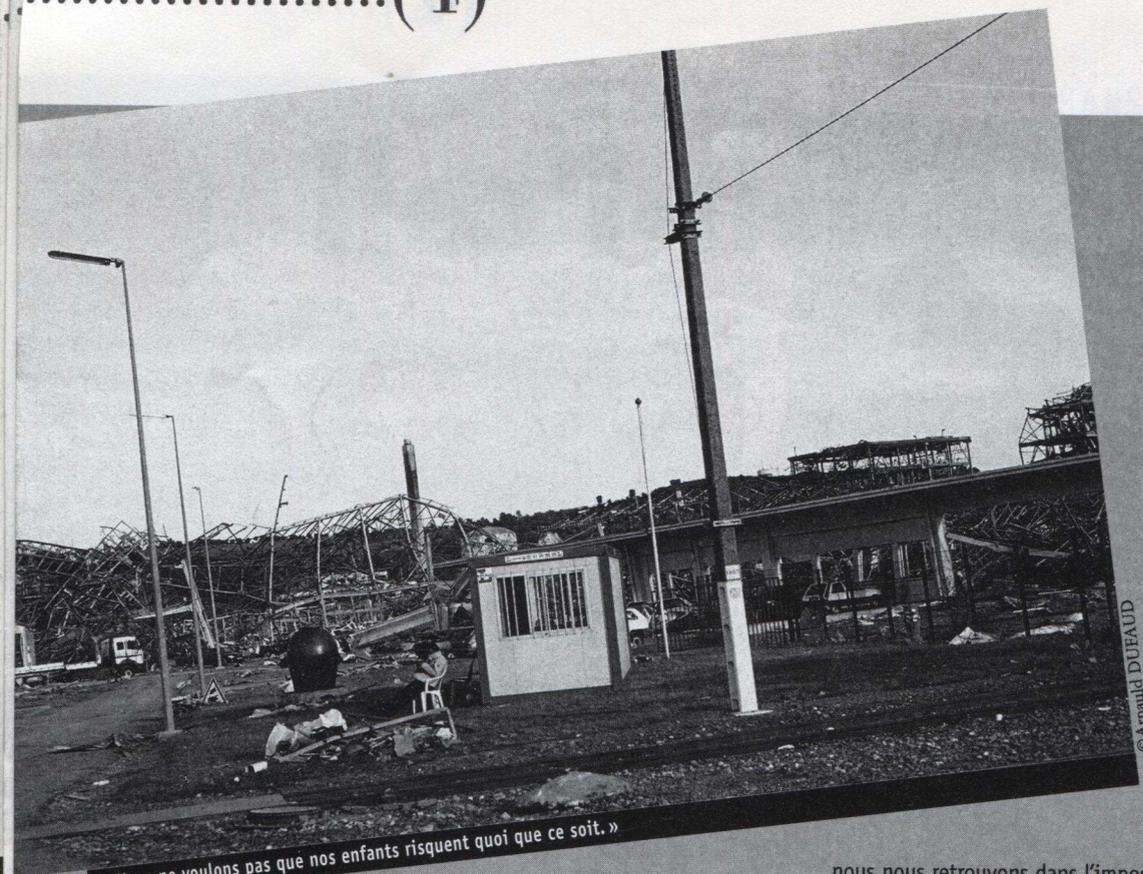
Jean-Pierre : Je ne suis pas du tout d'accord avec l'idée du moratoire. Avec ce que nous avons vécu, je n'ai pas besoin de réfléchir pour demander la fermeture du pôle. La tribune de Jospin avec la médiocrité avec laquelle il traite les problèmes, nous amène à continuer le débat alors que la décision aurait pu être prise ; « Plus jamais ça ni ici ni ailleurs » signifie que nous ne voulons plus qu'une personne risque sa vie pour ceux qui

veulent faire des profits. Le problème que nous rencontrons aujourd'hui est que personne n'a voulu prendre de décision véritablement forte. Jospin a peur de perdre des voix. Il n'a aucune envergure politique véritable pour se lancer vers une nouvelle politique industrielle qui nous engage sur cinquante ou cent ans.

Pierre : La volonté, c'est de ne pas créer de précédent. Si la décision prise est d'éliminer le risque à Toulouse, il faut l'éliminer ailleurs.

Dominique : Les gens ne le réclament pas, cela fait 15 ans que nous manifestons contre le site chimique et contre Golfech. Les gens ne sont pas prêts à céder sur leur confort. Toutes

La seule force qu'il nous reste, c'est la pression de la rue...



© Arnauld DUFAUD

« Nous ne voulons pas que nos enfants risquent quoi que ce soit. »

les recherches alternatives sont décrétées comme non rentables parce que justement on ne leur a pas donné les moyens de faire leurs preuves. Nous fermons les robinets de toutes les autres formes de recherche et nous disons aux gens : « Vous ne voulez pas revenir à la bougie ? ». C'est un discours scandaleux.

Pierre : Le fait que le discours soit scandaleux ne veut pas dire qu'il n'est pas reçu. C'est relayé par certains syndicalistes. Nous le tolérons de leur part et nous le trouvons inadmissible de la part des patrons ou des politiques.

Jean-Pierre : L'explosion de l'AZF nous a amenés à voir la façon dont se partagent les tâches au niveau syndical, et politique. Je devais participer à un débat sur M'Toulouse avec Mignard (délégué CGT de l'AZF Toulouse) et c'est Timbart (un des dirigeants nationaux d'AZF) qui prend sa place. Pour la SNPE, la radio a souhaité avoir Fontana (directeur de l'usine) et c'est Améniac, de FO, qui l'a remplacé. C'est-à-dire que sur le même débat, ils arrivent à se passer les relais sans problème. Et avec les salariés de la Semvat (transports en commun), de Marchant (hôpital psychiatrique) et

de l'EDF, lors d'une réunion dans les locaux de Sud, j'ai essayé de leur faire comprendre qu'il n'est pas normal que nous luttons pour la fermeture du site chimique avec reconversion de l'emploi et soutiens financiers de la part de TotalFinaElf sans les salariés. Il n'y a jamais eu jusqu'à présent une volonté nette de leur part à venir défendre leur emploi avec PJCnina.

Un moratoire ce n'est pas du temps qui passe

Dominique : Un moratoire ce n'est pas du temps qui passe. Actuellement c'est du temps qu'on perd, et il n'y a pas de moratoire. Il n'y a pas de volonté de continuer à porter le débat, avec des ultimatums. Cette situation-là, nous l'avons déjà vécu lorsque les ouvriers de GIAT (industrie d'armement) en grève venaient nous chercher pour revendiquer avec eux la défense de leur emploi pour fabriquer des canons. Nous n'allons pas inventer des guerres pour qu'ils aient du boulot. Nous sommes, toutes proportions gardées, dans ces problématiques-là. Nous sommes dans une situation nouvelle car l'explosion a donné du poids à la réaction émotive. Sur le plan rationnel nous sommes en déraison parce que

nous nous retrouvons dans l'impossibilité de gérer un problème comme celui là. Quand nous parlons du risque industriel et que nous évacuons le risque nucléaire, nous n'avons pas de mémoire. Nous sommes dans une pseudo culture des risques.

Pierre : Nous sommes dans la probabilité des risques. La culture du risque est venue avec Tchernobyl alors que le nucléaire n'avait pas fait débat en France. La culture du risque c'est un faux nez qui sert uniquement à justifier *a posteriori* des décisions qui ont été prises sans débat il y a trente, quarante ou cinquante ans.

Gisèle : Revenons sur le terrain du profit. Tous ces gens, ces ouvriers qui n'ont pas de recul, ni d'analyse politique suffisante, se battent pour le maintien de leur emploi. Ils doivent savoir qu'à un moment donné, les décideurs, parce que c'est plus rentable, les renverront chez eux. C'est dramatique d'avoir cette vision d'un prolétariat qui est accroché à son outil de travail et va jusqu'à se compromettre avec le patronat, malgré l'appel de PJCnina en direction de ces ouvriers pour la reconversion du site. Ils vont se retrouver seuls.

Pierre : Nous pouvons le trouver dommage mais je ne vois pas pourquoi moi, qui ai toujours refusé de

travailler pour les usines d'armements et autres entreprises du même acabit, je devrais au nom de la préservation de l'emploi, prendre le risque de me faire sauter la gueule, et accepter qu'on me tienne ce genre de discours. La position des « sinistrés de l'intérieur » consiste à dire « attendez, laissez-nous le droit de tout faire péter, il faut que nous bossions ». Le point de vue de certains syndicats, des ouvriers, n'est pas une réflexion en termes de protection de l'emploi à long terme. C'est juste l'instant présent, « nous avons gagné six mois, deux ans ». C'est au nom de cette politique à courte vue d'un certain nombre de gens que nous devrions faire le sacrifice de la vie et de la réflexion du choix de société.

La mise en place de contre-pouvoir

Le Coquelicot : C'est aussi le dernier point de la plate-forme du PJCnina. Quelle perspective pour sortir de cette impasse ?

Gisèle : C'est de mettre en place un réseau de lutte qui arrive à ramasser un grand nombre d'informations. C'est ce qui se fait dans la commission « sécurité et environnement » du collectif. C'est mettre de la transparence, de clarifier la dangerosité du pôle chimique. La première des choses à dénoncer, c'est la totale absence de transparence des pouvoirs publics, des industriels. C'est la mise en place de contre-pouvoir. Ma réponse par rapport au moratoire, c'est de porter le débat dans la société civile et non pas par le truchement des industriels et des politiques. C'est la mise en place d'un mouvement fort, capable de dénoncer la dangerosité et de proposer des solutions alternatives. Il y a des responsables dans cette ville qui doivent être nommés et sanctionnés. Il n'y a pas que le moratoire comme solution au débat. La solution, c'est la constitution d'un réseau de lutte qui se donne les moyens d'informer, d'avoir des actions, de développer des stratégies et de mettre tout ça en réseau de façon unitaire.

Une pseudo culture des risques...



Dominique : Cela reste au niveau du vœu, alors que nous pouvions exiger quelque chose d'une manière nette en tant que citoyen participant aux finances de l'État. Il devrait nous donner les moyens de mener à la constitution de réseau. Cela fait quinze ans que nous cherchons à le faire dans le nucléaire. Nous avons réussi à constituer ce réseau, « Sortir du nucléaire », et j'aime mieux te dire que ce n'est pas de la tarte. Nous sommes dans un pays avec des possibilités démocratiques. Il y a un certain nombre d'ouvertures possibles qu'il faudrait mener jusqu'au bout. Je ne vois pas pourquoi, sur des principes un peu à l'emporte-pièce, nous nous refusons la possibilité de les employer. Après, si cela n'aboutit pas, nous pouvons faire le coup de poing.

Jean-Pierre : Il y a des organisations telles que les Amis de la Terre et d'autres qui cherchent à avoir une représentation pour discuter. Il leur faut une chaise, une voie avec les autres, pour prendre des décisions. Pour la fermeture du site il n'y pas besoin de se trouver autour d'une table où nous n'aurons jamais la majorité. Au niveau du collectif PJCnina les choses doivent être simples : la fermeture du site parce que nous ne voulons pas que nos enfants à partir d'aujourd'hui risquent quoi que ce soit à cause d'industries à risque.

> **propos recueillis par Françoise**

Deux petits tours et puis s'en vont

Alors que les échéances électorales se rapprochent, l'heure est au bilan et celui de la politique de la « gauche plurielle » est désastreux pour les immigrés, les jeunes, les femmes, les travailleurs et tous les sans (toit, emploi, papiers), mais aussi pour l'environnement et la santé publique (OGM, nucléaire, et les risques industriels).

Ce gouvernement comme ses prédécesseurs de droite et de « gauche » gouverne d'abord pour les puissants et s'est efforcé pendant toute la législature d'intégrer la politique française à une logique de globalisation du capital engendrant profits et renforcement du pouvoir pour les classes dominantes, précarité, exclusion, exploitation, pénalisation de la pauvreté pour des millions de personnes. Le rejet massif des institutions représentatives et d'une politique libérale et capitaliste est attesté par une progression continue ces dernières années de l'abstention, du vote blanc et du vote nul. Le premier semestre 2002 sera fortement marqué par les campagnes électorales législatives et présidentielles. En ce qui concerne les élections présidentielles, si tous les candidats ne sont pas encore connus, les thèmes qui domineront la campagne le sont. Parmi ceux-ci, la sécurité, qui nous vaut d'ores et déjà une formidable surenchère entre gauche libérale et droite libérale et extrême. Par ailleurs, nous savons que d'autres forces ne présentent pas de candidats à cette élection mais souhaitent faire pression. Nous voulons parler principalement du Mouvement des entrepreneurs de France (MEDEF) qui fera de la campagne électorale présiden-

tielle un moment essentiel pour polariser le débat politique autour de son projet de société et donc de questions clefs comme l'avenir des retraites, les services publics, la protection sociale, la négociation collective et la démocratie sociale. Nombre d'anticapitalistes et d'antilibéraux soucieux de s'opposer au rouleau compresseur libéral et sécuritaire et voulant s'exprimer en faveur d'une transformation radicale de la société s'abstiendront, voteront nul ou blanc, soit parce qu'ils/elles ne se reconnaissent pas dans les pratiques et programmes des candidats à l'élection présidentielle soit parce qu'ils/elles ne veulent pas par leur vote cautionner un système politique de moins en moins démocratique et de plus en plus répressif. Qu'elle que soit la forme de notre protestation démocratique (vote blanc, nul, abstention), nous nous retrouvons pour remettre en cause les formes de représentations traditionnelles (partis, institutions) qui contribuent à reproduire l'ordre social dominant. Cette protestation démocratique peut s'inscrire dans un véritable mouvement de désobéissance civique et social, seul moyen selon nous de secouer le politique dominé par la tentation autoritaire et sécuritaire de la classe politique et le

projet totalitaire du MEDEF.

Nous pensons quant à nous qu'il est important que cette sensibilité dans laquelle se reconnaissent de nombreux militants issus des mouvements sociaux, des militants politiques, des chercheurs, des créateurs, puisse s'exprimer politiquement durant cette campagne présidentielle. Contre le libéralisme et le capitalisme incarnés par le MEDEF et la classe politique ; l'extrême-droite qui entend profiter de cette campagne présidentielle pour redresser la tête ; la pénalisation de la pauvreté et la criminalisation des mouvements sociaux ; des institutions nationales, européennes et internationales dominées par une oligarchie légitimée par le suffrage universel qui n'a pas été nécessairement élue pour libéraliser la culture, l'agriculture, les services, le travail et le commerce ; la préférence nationale et communautaire qui gangrène les institutions et le discours politique dominant à droite comme à gauche. Pour la redistribution des richesses ; une démocratie autogestionnaire ; le droit de vote pour les immigrés ; l'abrogation des lois anti-immigrés et de la double peine ; la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation.

> **Alternative libertaire Toulouse**

Contact : B.P. 4 078 31400 Toulouse

Tél. : 06 19 34 54 23

E. Mail :

al.toulouse@alternativelibertaire.org

Notre protestation démocratique...



DES CHIFFRES ET DES CASTAGNES

4 800 C'est le nombre d'accidents du travail enregistré par la CPAM suite à l'explosion de l'AZF. Rentrent-ils dans le calcul que nous fait la Chambre du commerce et de l'industrie lorsqu'elle annonce que la Grande-Paroisse est utile à l'économie de Toulouse et sa région. Si oui, les blessés ont contribué sans le savoir, à ce savant calcul.

6,74 milliards d'euros: c'est le résultat net affiché par le groupe TotalFinaElf pour l'année 2001, soit une augmentation de 11% par rapport à 2000, ce qui en fait le quatrième pétrolier mondial. Combien d'Erika? Combien d'AZF? Combien de raffinerie comme la Mède? dans ses cartons.

16 novembre 2001: c'est la date de dépôt du permis de construire choisie par l'entreprise Darty. Elle fut entièrement détruite par l'explosion de l'AZF. La direction n'a rien trouvé de mieux que de l'implanter sous les fenêtres de Soferti à Fenouillet (AZF bis classé Seveso 2). Les salariés ne veulent pas retenter l'expérience.

24 janvier 2001: c'est le jour du grayou organisé par l'association Toulouse Atout Cœur (fondé par le MEDEF de la Haute-Garonne), avec la courageuse participation du roturier et grand argentier Fabius et du baron Seillières, grand maître du MEDEF (ah! quand l'aristocratie s'encanaille!). Il va sans dire que les reliefs de ce somptueux repas furent distribués aux pauvres... pardon aux sinistrés. Ce fut un grand «dîner de congés».

22,8 millions d'euros: c'est le montant des dégâts prévu dans le contrat d'assurance de l'hôpital Marchant, cela correspondait à l'incendie tout au plus de 10 pavillons. Par l'explosion l'AZF en a doublé la facture. Dans le nouveau schéma de sécurisation du site (s'il ne ferme pas) seul l'hôpital est en droit de rester dans le périmètre. La direction doit prendre la même assurance que le pôle chimique, comme d'ailleurs toute la population toulousaine.

33 millions de francs: c'est le total des dons arrivés à la mairie de Toulouse. Ils ont été répartis entre «les différents domaines d'actions». Après le remboursement par Total, on rembourse les généreux donateurs?

> **Bibass**

SELLIÈRES'DE RIEN

Société patronale

Un dimanche de décembre, un débat sur la présentation du livre *Medef, un projet de société* de Thierry Renard et Voltairine de Cleyre tous deux membres d'Alternative libertaire.

Certes, beaucoup avaient préféré le soleil de l'hiver aux chaises de plastique malgré l'intérêt de l'exposé de Thierry Renard sur le Medef. Simple continuité du regroupement des patrons ou groupe de pression aux vues éminemment politiques? Voilà bien les questions qui sont posées avec clarté dans l'ouvrage édité par Syllepse.

Un après-midi pour tenter de comprendre les orientations, les choix de constructions de société d'un patronat mettant l'entreprise au cœur de celle-ci. Les conséquences vont bien plus loin que les grands chantiers que Sellières et consorts ont décidé de mettre en œuvre, c'est bien une dérégulation du système, une libéralisation à outrance dont il s'agit. Quand le discours, les écrits peu diffusés du patronat sont analysés, le projet du Medef devient fondement de vie et la colère monte d'un cran! Comment ne



pas s'inquiéter devant des paroles comme: «Les batailles sur la sécurité alimentaire ou sanitaire, sur la sécurité des produits, sont une manière moderne de lutter contre les entreprises innovantes, une manière de contester la légitimité» (Sellières pour les *Cahiers de l'assurance*). Alors il est grand temps de passer à l'offensive, de démonter le discours qui s'insinue dans les rouages de nos vies si nous

ne voulons pas être demain les pions de la «médéfisation en construction». C'est ce que nous avons pu entendre un dimanche de décembre à la Ferme des 50 même si nous n'étions que... 40!

> **Thierry Renard,**
Voltairine de Cleyre

Medef: un projet de société
éditions Syllepse, 8 euros.

QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire

Alternative Libertaire est l'héritier d'une presse communiste libertaire française, qui des années cinquante à nos jours, a pris position, a soutenu des luttes, des expériences et essaye de faire entendre une autre voix. C'est un journal qui dénonce mais aussi qui tente de reconstruire d'autres horizons, d'autres utopies au travers de débats, de partage d'expériences, de coups de gueule. C'est un point de vue que nous publions, celui des acteurs du quotidien, celui que nous défendons,

l'expression d'un courant politique. Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire*: BP 177, 75967 Paris CEDEX 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches.

Au sommaire du n° 104 de février 2002: Argentine/Porto Alegre/Virus contestataire chez McDo/Dossier Éducation: L'École émancipée/rythmes scolaires,



Bonaventure/Élections, éloge de la dissidence/procès d'antifascistes nîmois/justice pour Mumia Abu Jamal/Ken Loach contre la privatisation du rail.

LES SEQUESTRÉS DE RAMALLAH

Un an, cela fait un an que Sharon met la Palestine à feu et à sang.

L'ancien boucher de Sabra et Chattila qui a mis un point final au processus de paix essaie de régler le problème palestinien en éliminant... les Palestiniens.

Le Coquelicot a réuni des Toulousains, revenant ou partant en Palestine pour témoigner et, malgré tout, dresser des pistes pour l'espoir.



Enfant jouant dans le camp de Jabakia à Gaza.

© Arnaud DUEAUD

table ronde sur LA PALESTINE

El Bachir Mohamed. Je suis parti du 26 décembre au 4 janvier dans le cadre d'une mission de protection civile. Y participaient des Français, des Belges, quelques Américains, et à peu près 150 Italiens dont Luisa Morientini, député européenne. Devant les check-points le nombre de manifestants approchait parfois les 200 délégués. Le but de ces missions, comme leur nom l'indique, est la protection civile du peuple palestinien, face à l'incapacité de la communauté internationale à jouer son rôle, c'est-à-dire envoyer une force internationale de protection du peuple palestinien, ce que lui demande depuis très longtemps l'autorité palestinienne. L'un des premiers voyages était avec Droits devant, la Confédération paysanne et le Syndicat de la magistrature en juin 2000. L'attitude d'Israël ? À l'aéroport ce sont les fouilles et les interrogatoires, mais c'est dans l'ordre des choses d'une situation de guerre. Par contre, aux check-points, nos manifestations non-violentes et pacifiques, ont eu droit aux bombes lacrymogènes.

J'étais à Ramallah, à l'université de Bir-zeit, et à Gaza, véritable ghetto où il faut avoir un cœur très solide pour affronter la situation de misère que vit le peuple palestinien. L'armée

israélienne nous a empêchés d'aller à Hébron pour raisons de sécurité, il est vrai que les colons d'Hébron ont la gachette facile.

Les trois mots qui peuvent qualifier mon voyage sont: arbitraire, démolition et patience. Arbitraire quotidien de l'armée israélienne dans les quelque 130 check-points qui divisent la Cisjordanie et Gaza en 200 zones isolées les une des autres. Démolition quotidienne des plantations d'oliviers, d'arbres fruitiers, de maisons, à Jérusalem-Est, Gaza, Ramallah, Naplouse, etc. Patience, parce que c'est le mot que j'ai partagé le plus avec la population palestinienne, mais dans ce mot de patience il y a aussi le sens de résistance, face à l'oppression et à l'occupation israélienne, résistance pour la survie dans le quotidien.

Le bon vouloir de l'armée

Douraid. Il y a une évolution d'Israël devant ces missions civiles. L'armée est passée d'une attitude plutôt bon enfant à une attitude très agressive et intransigeante: dispersion très violente de toutes les manifestations des délégués européens repérables aux tee-shirts non violents. Ils ne voient

pas du tout d'un bon œil ces témoins gênants!

Bachir. Juste avant notre arrivée, il y a eu une confrontation musclée avec un groupe d'Européens qui voulait aller à Gaza. L'armée israélienne a porté plainte contre une Française, habitant Naplouse et qui travaille avec le consulat. Elle aussi, et d'autres européens ont porté plainte pour coups et blessures. La presse israélienne traite les délégations de « terroristes »!

Les médias belges et italiens sont présents mais la presse française, sollicitée en permanence, est pratiquement absente! La presse arabe, elle, couvre tous les événements. L'arrestation de Mustapha Mergouti, sans permis de résident et interdit de circulation à Jérusalem a eu lieu à l'issue d'une conférence de presse qui devait conclure la semaine d'actions des ONG en présence des délégations européennes. Du consulat où nous étions nous avons été prévenus de son arrestation. Nous avons vainement téléphoné à Charles Enderlin de TF1 pour l'inviter à venir à la manifestation que nous préparions devant le commissariat où Mustapha Mergouti était emprisonné. Libéré il a été amené au check-point de Ramallah où il y a eu de nouveaux affrontements...

Gaza, véritable ghetto...

LES SEQUESTRES DE RAMALLAH



© Arnauld DUFAUD

Dans le camp palestinien d'Al Arroub (Hébron) Cisjordanie.



© Arnauld DUFAUD

Petite fille dans le camp d'Al Arroub (Hébron)

Nous nous déplaçons plus ou moins facilement. La circulation est arbitraire, en fonction du moment, du bon vouloir de l'armée. Mais c'est beaucoup plus dur pour les Palestiniens qui ne peuvent sortir de Gaza, bouclé, de Naplouse... Alors que dans la région de Ramallah c'est plus facile. Pour passer un check-point il faut laisser sa voiture, ou le transport en commun, puis reprendre un autre transport après le passage.

Jean-Marc (Alternative Libertaire). L'humiliation que font subir les soldats israéliens à ces check-points ne date pas de ces derniers mois. Le durcissement est incontestable avec des attentes de plusieurs heures à chaque passage. Déjà, dans les années quatre-vingt ils faisaient sortir tous les occupants d'une voiture palestinienne, leur faisaient ouvrir et débâler leurs bagages trois ou quatre fois de suite...

Bachir. À la différence que toute la zone A, théoriquement sous autorité palestinienne, est passée sous le contrôle total de l'armée israélienne et que la situation y est dix fois pire que dans les années quatre-vingt. À l'époque les Palestiniens travaillaient et les conditions de vie étaient beau-

coup moins pénibles. Le taux de chômage est actuellement de 70% à Naplouse, et encore plus à Gaza et à Ramallah. Les Israéliens emploient de plus en plus des ouvriers turcs, roumains, asiatiques pour remplacer les Palestiniens. Être sans travail, sans possibilité de se déplacer pour étudier, pour se soigner rend la vie insupportable. Mais la solidarité familiale, traditionnelle, les réseaux de soutien des organisations politiques palestiniennes, quelle que soit leur tendance, et le travail des ONG étrangères, européennes, arabes, apportent un bol d'air et permettent d'éviter la misère totale pour ne pas dire la famine.

Une entreprise pour affamer le peuple palestinien

Douraid. Heureusement qu'il y a ces subsides : quand on oblige les paysans à écraser avec leur propre véhicule leur récolte d'olives, quand on arrache les arbres fruitiers et qu'on détruit les potagers il arrive un moment où il n'y a plus rien à manger ! Au-delà de l'aspect vexatoire et de l'humiliation,

c'est une entreprise pour affamer le peuple palestinien.

Bachir. C'est une démolition psychique et physique de l'être palestinien.

Douraid. C'est le mot de génocide que tu n'oses pas utiliser ? Ethnocide ? L'analyse froide ne permet peut-être pas l'emploi de ces mots mais le résultat revient au même. Premièrement, pousser les Palestiniens à quitter leur terre, à s'exiler, alors que le statut de réfugiés leur interdit toute intégration comme par exemple au Liban. Deuxièmement la liquidation physique : depuis septembre 2000 on compte près de 1 000 morts palestiniens dont 25% d'enfants et 25 000 blessés, ce qui représente 1% de la population (570 000 personnes à l'échelle de la France). Enfin y a la liquidation psychologique, l'humiliation, la frustration qui détruisent la personnalité de l'individu. La volonté d'affamer, de persécuter, de démolir les Palestiniens est manifeste, même si on ne peut pas utiliser le terme de génocide.

Marc (Coquelicot). Cette situation sociale aggravée est-elle l'explication de la différence de nature entre la première intifada marquée par les pierres

et la seconde marquée par les attentats ? Ou est-ce plutôt la montée en puissance des courants islamistes ?

Bachir. La première intifada est arrivée à un moment où l'OLP et le peuple palestinien revendiquaient un État souverain sur toute la Palestine historique. Il y a eu après le processus d'Oslo l'espoir immense de voir naître sur les territoires occupés par l'armée israélienne depuis le 4 juin 1967 un État souverain palestinien à côté de l'État d'Israël. En 1994 le peuple a voté dans son immense majorité pour l'Autorité palestinienne et donc pour un tel compromis. Ce processus n'a pas été à son terme et en septembre 2000 le peuple palestinien s'est rendu compte que les accords d'Oslo n'avaient rien changé, si ce n'est en pire. En revanche l'occupant était toujours là, la colonisation en Cisjordanie et à Gaza allait bon train et l'Autorité palestinienne n'avait d'autorité que le nom.

Arnaud D. (photographe) Moi je connais plutôt la situation dans les camps de réfugiés où j'ai passé plusieurs mois avant septembre 2000. On y sentait parfaitement l'émergence toute proche de la seconde intifada.

L'immense espoir d'Oslo...



(ron) Cisjordanie.

C'est moins
une crise politique
qu'une crise humanitaire,
une crise du pain,
une crise du respect,
de la tolérance

La structure de la société palestinienne changeait très rapidement depuis 1993. Dans les camps, cette structure, assez proche de celle du village traditionnel – structure communautaire autour du chef de village, le Mokhtar, et les anciens, qui représentaient l'autorité –, a évolué vers une structure plus politique. Or ces camps sont le creuset de recrutement pour la résistance du Hamas et des groupes extrémistes, du fait des conditions de vie épouvantables. Pour un gosse qui y grandit et qui sait bien qu'il n'a aucune perspective d'avenir ni de travail, ni de construction personnelle, la voie des attentats reste la seule prise de parole possible. Les anciens du village ont laissé le pouvoir et la parole aux têtes de liste des groupuscules extrémistes. Il y a donc dans les camps une structure très politisée avec une hiérarchie qui encadre la jeunesse et qui vient en aide à la population en remplaçant une aide internationale de plus en plus faible. La seconde intifada est donc un mouvement de rébellion contre Israël mais en même temps c'est un cri de souffrance, un cri pour la survie, je dirai que c'est moins une crise politique

qu'une crise humanitaire, une crise du pain, une crise du respect, de la tolérance.

Douraid. Quand on regarde les textes des accords d'Oslo on est effaré face à l'aveuglement des négociateurs palestiniens. C'est le rapport de force qui les a obligés à signer ça? Dans la lettre envoyée à Rabin, Arafat reconnaît l'existence de l'État d'Israël, confirme la suppression à la référence à sa disparition contenue dans la charte de l'OLP, et envisage la création d'un État palestinien à côté de celui d'Israël. Dans sa réponse Rabin ne dit rien de tel. Il ne s'engage pas. Sa seule avancée c'est de reconnaître l'OLP comme étant le représentant de la population palestinienne. C'est tout! Mais en faisant référence aux résolutions 242 et 338 des Nations unies, (c'est-à-dire le retour de l'armée israélienne sur les positions de 1967, et la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale) l'accord montrait bien qu'il y avait un consensus pour aller vers ces objectifs. Or depuis 1993 la situation des Palestiniens n'a fait que s'aggraver économiquement, les colonies dans les territoires occupés se sont multi-

pliées et l'armée ne s'est retirée que de 13% de la Cisjordanie et d'une partie de la bande de Gaza. Rien de ce qui était prévu, et en particulier la création d'un État palestinien n'a été mis en place ce qui a engendré une frustration énorme. Ce qui me gêne c'est l'utilisation du terme «extrémisme» pour parler du Hamas et du Jihad islamique. Certes, ils sont plus extrêmes que le Fatah mais il n'empêche que ce sont des résistants...

Difficile de faire une résistance soft à une guerre hard

Arnaud. Et les attentats?

Douraid : Et les tirs sur les civils? Les bombardements des maisons? Ne sont-ils pas des actes terroristes? Il est difficile de demander à une population de faire une résistance soft à une guerre hard. Il est tout à fait normal qu'il y ait des attentats, ce sont des actes de résistance. Pas autre chose que ce que les résistants français ont fait sous la domination nazie. Les nazis les qualifiaient de terroristes. On se trouve dans la même situation.

Marc. La résistance française n'a, à ma connaissance, jamais posé de bombes devant une discothèque, dans la rue et n'a commis d'attentats aveugles. Elle a toujours pris soin de poser des bombes dans des cinémas allemands, dans des lieux spécifiques...

Bachir. C'est un argument qui ne tient que parce que la résistance française était en France, face à un occupant allemand tandis que dans les territoires occupés, des colonies verdoyantes côtoient la misère et la famine. Devant cette situation extrême il ne peut y avoir que des actes extrêmes. Tous les individus que j'ai rencontrés, aussi bien simples citoyens que dirigeants, n'ont qu'un mot dans la bouche, en anglais c'est *Free Palestine*.

Jean-Marc. On ne peut pas comparer Ben Laden et Che Guevara. Les anarchistes ont posé des bombes mais pas n'importe où! Pour moi le Hamas, sur une démarche religieuse et sur l'application de la charria, ne porte pas les mêmes valeurs que les anarchistes et le mouvement libertaire. Les pratiques ne sont pas les mêmes. Je comprends les réactions des gens qui sont dans des situations extrêmes mais je ne peux pas admettre les idéologies d'extrême-droite. Il faut faire attention aux mots. Nous avons une vision passionnelle, nous qui sommes issus, même si nous le rejetons en tant qu'athées, d'un conflit entre les trois religions monothéistes. Il y a eu la Shoah, il y a l'antisémitisme et toutes les formes de racisme... On ne peut pas fustiger le peuple juif pour les exactions de l'idéologie sioniste. Avec des origines juives, je suis avant tout libertaire, et en tant que tel, critique à l'expression nationaliste, et donc opposé à l'État d'Israël. Je me sens interpellé, car Israël et les sionistes veulent absolument que tous les Juifs du monde entier soient derrière eux. En tant que juif, même totalement intégré, on est obligé de se positionner sur la question des droits de l'Homme. Eh bien je le dis : je suis antisioniste, et même pour une Palestine libre, laïque et démocratique.

Un cri de souffrance, un cri pour la survie...

LES SEQUESTRÉS DE RAMALLAH

Le droit de vivre,
et de vivre
dans un État,
mais un État
qui ne soit pas islamique



©Arnauld DUEFAUD

Femme du camp d'Al Arroub (Hébron) Cisjordanie.

Arnaud. L'antisionisme est assimilé à l'antisémitisme en France, mais encore bien plus en Israël. Les méthodes du Hamas et des islamistes qui tuent des innocents sont des méthodes terroristes qu'on ne peut assimiler à la cause palestinienne. De plus, le sionisme retourne systématiquement chaque action terroriste à son profit et justifie ainsi la répression. La perte d'autorité de Yasser Arafat et son isolement entraînent le glissement de la population palestinienne vers la tendance islamique.

Nicole (Motivé-és). Je suis d'origine juive et je suis pour que le peuple palestinien puisse vivre dans son État et qu'on lui donne les moyens de construire son avenir. Ce sera aux Palestiniens de décider, mais en tant que Toulousaine qui va bientôt partir en Palestine dans le cadre d'une délégation citoyenne et toulousaine Motivé-e-s, je ne peux pas souhaiter que les Palestiniens vivent sous la domination d'une idéologie islamique. Comme femme et citoyenne, j'ai un désaccord total Douraid. Je pense que des actes terroristes, perpétrés par des jeunes, dans une situation de désespoir total, qui vont jusqu'à se tuer, ne peuvent pas être quelque chose

dont on peut se revendiquer. Il ne faut pas brouiller les cartes. Je suis juive, laïque, et je ne me sens en aucune manière liée à Israël. Sauf qu'Israël existe. Je pense qu'un des buts des délégations, c'est de faire ressurgir de la société civile israélienne tous ceux qui ne sont pas d'accord avec ce qui se passe et tisser des liens avec eux, pour en rapporter ici le témoignage. J'estime que la communauté juive qui se place aujourd'hui derrière Sharon, c'est comme si la communauté française se plaçait derrière Le Pen. C'est inadmissible. L'idée même de la délégation de Motivé-e-s c'est un peu ça : il y a des gens de toutes origines : juive, maghrébine, Français de souche. Il s'agit de soutenir un peuple qui est dans la misère et le désespoir. Mais il s'agit aussi de rencontrer, et ça se fait déjà, tous ceux qui dans la société civile israélienne sont complètement paumés. Parce que, si ça continue, avec Sharon, à terme, Israël n'existera plus ! À un moment donné, dans cette guerre d'apartheid menée contre les Palestiniens, Israël ne sera pas gagnant.

Pour la délégation, son objectif sera un peu différent des délégations dont parlait Bachir. Je crois qu'il faudra

prendre des contacts avec la société civile palestinienne. Il y a des groupes qui se battent contre l'islamisme, qui ont une volonté laïque – même en étant musulmans, tout le monde est libre de sa religion – et qui ne veulent pas d'un état religieux. Parallèlement, en Israël, il y a des gens qui se battent aussi pour un État laïque ! Toute la société israélienne n'est pas liée à l'état religieux que représente Israël ! Il s'agit de capter ce qui se passe des deux côtés même si ce n'est pas sur le même plan. Mais il s'agit de revenir en France pour dire aussi qu'il y a, en Israël même, des gens qui se battent pas seulement pour « la paix » mais pour l'existence d'un État palestinien.

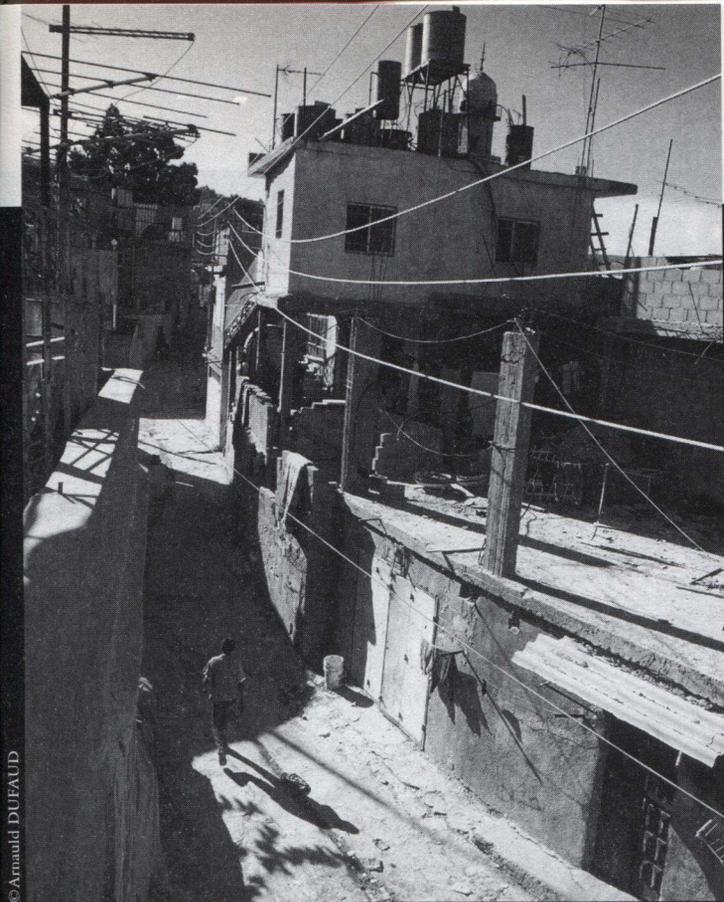
C'est notre richesse : on veut vivre ensemble

La logique de notre départ, c'est aussi des témoignages, porteurs de vie et d'espoir. Quand j'entends parler de soldats israéliens qui désertent, de mères d'enfants tués venir parler aux check-points, des mères israéliennes, des mères palestiniennes, ce sont là des images de vie et d'espoir, contre la guerre. Notre témoignage doit aussi aller dans ce sens-là.

Il faut aussi que nous ayons un débat sincère et loyal sur la question juive. On ne peut pas dire « il y a les bons et les méchants ». Oui il y a un État israélien, une armée israélienne que l'on combat, parce que c'est un état d'occupation, de colonisation, et l'on s'est toujours battu contre les colonisations. Cela n'empêche pas que nos cultures et nos identités, eh bien elles sont là. C'est aussi notre richesse de dire que l'on veut vivre ensemble, avec nos différences, nos histoires, la religion dans laquelle on a été éduqué. Des témoignages montrent que des Palestiniens ont vécu en très bonne entente avec des Israéliens. Je crois que l'espoir est là. Mais on est du côté du peuple palestinien contre l'État israélien. Tout le monde le reconnaît aujourd'hui, l'OLP aussi. Je veux que les Palestiniens aient entièrement le droit de vivre, et de vivre dans un État, mais un État qui ne soit pas islamique.

Douraid. Loin de moi d'adhérer aux idéaux du Hamas et du Jihad islamique. N'empêche que pour le moment, dans l'extrême urgence dans laquelle on se trouve, il y a des gens qui se réclament du Hamas ou du Jihad qui luttent pour l'indépendance du peuple palestinien.

Soutenir un peuple qui est dans la misère...



© Arnaud DUFAUD

La rue principale du camp de Deheycshé.

Pour répondre à Nicole sur la cohabitation : certes l'interpénétration entre les deux apports culturels permettrait l'éclosion d'un mode de vie, d'une civilisation particulièrement originale et riche. Il n'en reste pas moins vrai que l'État d'Israël est actuellement caractérisé par son fort ancrage à l'Occident, que c'est un îlot occidental dans un océan oriental, et que cela rendrait la tâche difficile. Les missions civiles de témoignage, c'est très important, mais je crois qu'il va falloir aussi s'orienter vers des missions civiles de protection. C'est la sixième mission civile internationale de protection qui vient de se dérouler, mais il va falloir en provoquer d'autres, car le peuple palestinien est vraiment en danger de mort.

Marc. Qui est-ce qui organise ces missions ?

Bachir. En France c'est particulièrement l'AFPS (Association France-Palestine solidarité). Il y a des groupes autonomes à Paris qui ont un lien avec Droits devant, par exemple, et puis des groupes de citoyens qui se sont organisés autour de Samir Abdallah, celui qui a fait le film *Voyage en Palestine*, du groupe de REM, mais petit à petit, une coordination est en

train de se tisser entre les différentes missions.

Un processus de diabolisation de l'autre

Je ne crois pas qu'il y ait une différence entre votre mission et la nôtre. La rencontre avec les ONG israéliennes est inévitable dans la mesure où elles travaillent avec les Palestiniens dans différents domaines. Nous avons rencontré le rabbin de l'organisation des Droits de l'Homme pour empêcher la démolition de maisons à Shouafate, un camp de réfugiés de Jérusalem-Est, la ville arabe ; on a rencontré le MIKADO de Michel Warcherski, qui est une organisation alternative qui milite aux côtés des ONG palestiniennes. À partir du moment où le but du séjour dans la Palestine occupée est la solidarité avec le peuple palestinien, la rencontre avec tous les individus, hommes et femmes de bonne volonté, est inévitable. On a manifesté à Jérusalem-Ouest avec Gush Shalom, La Paix maintenant, avec les Femmes en Noir. Et même si ces militants israéliens sont minoritaires dans la société israélienne il faut témoigner de leur existence.

Arnaud. Je pense qu'on est tous d'accord ici pour dire que l'État d'Israël a toute sa légitimité à exister...

Marc.... À moins qu'on ne soit contre tout État !

Arnaud. Oui, oui, mais on ne peut pas enlever au peuple juif le droit de revendiquer une terre, enfin, de vivre sur une terre qui lui appartienne...

Il y a aussi une réalité, c'est celle d'un processus de diabolisation de l'autre. Sharon ne peut pas être bien perçu par ses actes actuels et passés (Sabra et Chatila), de même Yasser Arafat est diabolisé par la population israélienne. Il y a comme un processus de cocotte minute de chaque côté, qui fait que la pression est à son maximum, constamment.

Pourtant je pense que les jeunes palestiniens qui suivent le Hamas pour résister à Israël ne sont pas forcément d'accord avec l'idéologie de ce groupe. Les efforts de l'ONU, essentiellement, dans les camps de réfugiés, font du peuple palestinien un des peuples les plus alphabétisés et les plus cultivés du Proche-Orient. On peut donc espérer que si l'avenir donne un État à la Palestine, le peuple sera capable de rejeter le cloisonnement et l'extrémisme des groupes qui sont amenés à être à sa tête. Dans les camps de réfugiés – symbole de la situation la plus extrême de la diaspora palestinienne – et dans les dizaines d'interviews que j'ai pu faire dans toutes les couches de la société palestinienne, et à tous les niveaux d'instruction, c'est toujours un discours humaniste que j'ai entendu, et non pas un discours de haine extrémiste. Alors, oui, il y a un espoir. L'organisation de Michel Warshevski, celle de Shalom, etc., sont des espoirs. Ces groupuscules représentent de l'espoir, même s'ils restent infimes par rapport à toute la société. Il y a toute une mise en condition, toute une propagande, un état d'esprit qui empêche les gens d'avoir une vision élargie de la situation.

Jean-Marc. La notion de résistance, pour nous libertaires, c'est une question qu'on s'est posé régulièrement. La question posée c'est de savoir si on se trouve sur le front républicain ou si on se bat sur le front social. Parfois

j'ai tendance à me retrouver sur le front républicain, c'est pour cela qu'aujourd'hui je me retrouve dans la position de défendre un État palestinien en tant que tel et de soutenir le peuple palestinien qui se bat avec les organisations qu'il s'est choisies. Ce qui me pose problème c'est comment soutenir et être en mesure d'aller vers une égalité de l'être humain sur des bases humanistes.

Moi je suis antisioniste, donc je combats le sionisme politique. Mais dans le sionisme, il faut aussi faire un certain nombre de différences : les premiers sionistes sont des libertaires. Si on met à part Herzl, c'est Moses et c'est Bernard Lazare qui théorisent cela. Je pense qu'il y a une tradition qu'il faut reconnaître. Quand on parle aujourd'hui de Gush Shalom, eh bien c'est un groupe sioniste, et pourtant il est pour la paix, il travaille sur la reconnaissance du peuple palestinien, etc. Les gens qui ont fait Brit Shalom dans les années cinquante, soixante, eh bien c'est à l'initiative de deux ans universitaires. Il y a bien un courant sur lequel il faut s'appuyer au sein même du sionisme.

Bachir. Le judaïsme humaniste d'un Martin Buber, d'un Bernard Lazare, et si on remonte plus loin d'un Maïmonide, disciple et ami de Ibn Ruchd, philosophe arabe connu en Occident sous le nom de Averroès, c'était la période heureuse de l'Espagne musulmane. C'est sûr, mais malheureusement le sionisme politique de l'État d'Israël ne s'appuie pas sur le judaïsme humaniste, il s'appuie sur l'intégrisme religieux juif. Or ce sionisme, avec Sharon, structure une société militarisée. Une lente mais perceptible fascisation de l'État d'Israël est en cours.

Arnaud. Ce qui est assez étonnant pour un peuple qui a connu la Shoah...

Douraid. Non, ce n'est pas cette génération qui a connu la Shoah... Ce sont des gens qui ont cru que le bien-être dans lequel ils sont est quelque chose de naturel et qu'il y a les Palestiniens qui veulent les empêcher de l'avoir.

> **propos recueillis par Caillou et mis en forme par Amapola et Valda**

En Israël, la résistance à la guerre représente l'espoir...

DANS UN MONDE IMMONDE

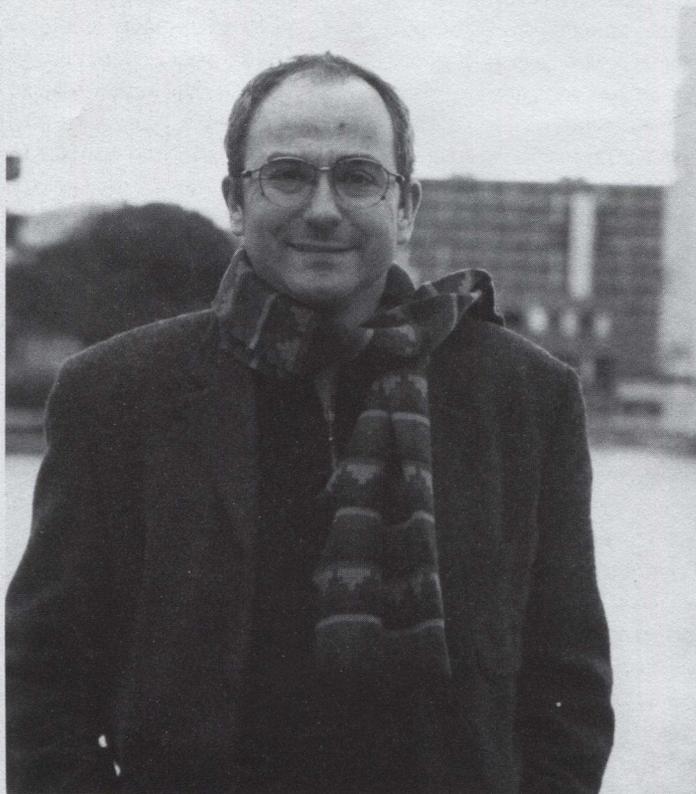
Salut Fon-Fon

C'est comme cela qu'on t'appelait depuis toutes ces années où on a battu le pavé ensemble. Toutes ces manifs à pester contre l'injustice, le racisme, l'exclusion, la connerie...

Toutes ces réunions enfumées, interminables, pour organiser des réseaux de soutien aux sans-papiers, aux sans-droits, aux sans toits... On te connaissait depuis le soutien aux comités de soldats jusqu'à la résistance au cœur du quartier du Mirail. D'un militant trotskiste à la « Gauche Socialiste », toujours humain et droit, grande gueule mais grand cœur avec des enthousiasmes qui te faisaient briller les yeux toujours plus fort. Qu'est-ce qu'on a pu s'engueuler ! Le pavé est resté et ce monde immonde respire encore alors que tu en as terminé avec la saloperie qui te rongeaît. Tu nous laisses avec le pain sur la planche. Alors nous te saluons tous et toutes, les roses, les rouges, les noirs, les verts, les blacks, les beurs, les féministes, les sans papiers... tous ceux avec qui tu n'as jamais cessé de militer.

Alors mort à la mort !

> **L'équipe du Coquelicot**



Vive la sociale !

COMME D'HABITUDE

Dans la rue froide petit m



Dans la rue froide du petit matin, il sort, emmitouflé dans son parka. La nuit torride qu'il vient de passer avec Camille restera à jamais gravée dans sa mémoire. Ses petits seins blancs, comme des poissons argentés dans la pénombre de l'alcôve et ce désir ahurissant qui les a fait rire tout les deux après le départ des potes, il ne l'oubliera jamais. Un seul regret devoir partir vers son lycée lointain. Il jette un coup d'œil vers le ciel rosé par l'aurore. Il va faire très beau se dit-il en attachant la besace sur son vieux vélo. Et comme il est vraiment de bonne heure il passera au café, en face du bahut, saluer les copains, comme il le fait tous les jours...

Dans la rue froide du petit matin, il sort, en refermant l'imperméable gris. Il jette un coup d'œil vers le ciel tourmenté de nuages sombres, rapides, qui filent vers l'est poussés par le vent d'autan. Encore une journée pourrie avec du vent et de la pluie, encore une journée perdue entre dossiers et factures, se dit-il en démarant la 205

asthmatique. Comme il est vraiment de bonne heure il n'y a pas d'embouteillages. Dans une demi-heure, au maximum, il sera derrière son bureau et le téléphone commencera à sonner, comme il le fait tous les jours...

Dans la rue froide du petit matin, il sort, en tenant refermés les pans de la robe de chambre. Titus part, en courant, pisser sur toutes les traces des autres clebs du quartier. Il regarde le ciel bouché, comme un couvercle immobile sur la ville. Le lampadaire au coin de l'avenue peine à creuser cette obscurité fade. Encore une journée à ne rien faire, coincé entre la fenêtre et la télévision en attendant la vague visite promise d'un fils oublieux et débordé. Le chien revient, l'air satisfait, alors il referme la porte sur le vide, comme il le fait tous les jours...

Dans la rue froide du petit matin, il sort, frissonnant dans sa couverture déchirée, serrée contre lui avec une vieille ficelle. Il faut vraiment qu'il trouve d'autres chaussures, ces pan-

La descente aux enfers...

FOREIGN OFFICE

du atin... jean-pierre Pincemin

Le monde de l'art, je veux dire celui qui compte (en millions de dollars), depuis longtemps déjà a cessé de se vouloir moderne. Il se dit contemporain, et ce faisant passe aux aveux. La pratique artistique dominante relève donc de la production en série de gadgets culturels que seul un prix exorbitant, et l'agitation qu'il suscite, justifie. Voici l'aspirant artiste lancé à la recherche du gimmick inédit, et parfaitement identifiable, espérant que son exploitation copirayetée systématique lui assurera une côte à la bourse culturelle mondiale, la substitution du style par l'image de marque lui assurant de surcroît tout le confort intellectuel nécessaire. L'œuvre d'art n'est plus visible, elle a disparu derrière la recette, et le prix du plat.

Il existe pourtant un endroit à Toulouse où l'on expose des artistes vivants, donc « contemporains », mais qui s'acharnent à fabriquer des œuvres d'art, ces choses imparfaites, inabou-

ties, parfois même décevantes, et dont les seules certitudes tiennent dans l'évidence poétique qui les rend indispensables. Il s'agit ici essentiellement de peinture. Après Gérard Titus-Carmel, et avant François Rouan, l'Espace Écureuil exposait, du 20 décembre au 16 février, un ensemble d'œuvres de Jean-Pierre Pincemin, couvrant son travail des vingt dernières années, jusqu'à ses peintures les plus récentes. Un ensemble passant en permanence de l'abstraction à la figuration sans que ces évolutions et ruptures successives, curieusement, ne nuisent à la cohérence du parcours du peintre, alliant l'austérité et la retenue propre aux classiques à la sensualité d'un trait inachevé, de matières et d'harmonies colorées d'une somptuosité absolue. Jean-Pierre Pincemin est un grand peintre moderne.

► **Franck Einstein**

Espace Écureuil

3, place du Capitole, Toulouse

CLIC-CLAC

Lumière intérieure

Marc Bernard (de l'équipe du *Coquelicot*) présentera ses images du premier au 23 mars 2002 au café de Lali, 46 rue Compans (derrière la place Marengo) 31500 Toulouse et du 26 mars au 6 avril 2002 à la bibliothèque des Minimes 31200 Toulouse Des édifices religieux construits à une époque où la lumière artificielle

n'existe pas. Ils sont réalisés pour apprivoiser une lumière bien précise : la lumière solaire. C'est donc une lumière naturelle que l'architecture enveloppe et canalise. C'est une lumière qui la révèle et la magnifie. « Plus que la pierre ou les formes, j'ai cherché à montrer la lumière qui vit dans l'édifice ».

DES CHIFFRES ET DES MAUX

4,5 milliards de dollars : c'est la somme obtenue (dont 300 millions de dollars des USA) par le président de l'Afghanistan pour la reconstruction du pays saccagé par plus de vingt ans de guerre. C'est aussi pratiquement la somme concédée par le congrès américain à Bush pour mener sa guerre contre le terrorisme et détruire un peu plus ce pays d'Asie centrale. Il y a quelque chose de pourri au royaume de la haute finance.

35 000 C'est le nombre de licenciés prévus par le constructeur de voitures Ford pour 2002. C'est pour renouer avec les bénéfiques et faire remonter les actions que Ford dégraisse son personnel. En contrepartie, c'est un million de voitures en circulation de moins pour polluer. C'est qu'ils feraient dans l'écologie, ces bougres !

35 000 C'est le nombre d'enfants soldats dans le monde. On les trouve dans 41 pays, dont un tiers pour l'Afrique. Mais l'Occident n'est pas en reste. 7 000 jeunes de moins de dix-huit ans servent dans l'armée anglaise et 15 000 aux USA. Il est vrai que faire fabriquer des ballons de foot pour la Coupe du monde aux enfants pakistanais n'est pas ce qu'il y a de mieux pour leur avenir. Mais entre la balle et le ballon y'a pas photo.

158 C'est le nombre de Talibans détenus sur la base navale de Guantánamo à Cuba. Cette base est le tribut payé par les Cubains en 1903 pour l'aide américaine lors de la guerre d'indépendance contre l'Espagne de 1898. Ils seront doublement gardés selon la déclaration de Raül Castro, frère de l'autre, « si des prisonniers s'échappaient, ils seraient repris et remis aux autorités américaines ». On peut dire que la venue de ces prisonniers est une aubaine pour le régime castriste, car discrètement, les États-Unis ont permis qu'on leur fournisse des vivres et ainsi de faire le plein des magasins dévastés par le dernier cyclone. Après le tourisme de masse et ses devises, les prisonniers et ses compensations. Ah ces fins de régnés !

► **Bibas**

touffles ne valent plus rien. Il regarde vers le ciel mais les fumées fluorescentes de jaunes et de verts lui cachent toute vue, même sur le trottoir d'en face. L'usine chimique toute proche a lancé son cri de sirène, il doit être huit heures, alors il tousse un peu, se mouche dans ses doigts et part en tâtonnant le long du mur pour rejoindre le home social où il prendra un café tiède, comme il le fait tous les jours...

Dans la rue froide du petit matin, il sort, dans sa combinaison hydrofugée de galantine bismuthée rose. C'est la dernière tendance, c'est confortable et chaud et elle lui évite de respirer l'ammonitrate de méthanol. Il est très content de cette bonne nuit sans cauchemar grâce à ce nouveau lubrifiant psychotechnique, même s'il lui a coûté très cher. Il ne peut pas regarder le ciel car la visière est bien trop basse, et il n'en a pas le temps car il doit aller au home social engraisser les cladoques, comme il le fait tous les jours...

► **caillou**

MA P'TITE ASSOCIATION

La maison d'à côté

Au 45, rue Jean de Pins, une maison discrète quartier Saint-Cyprien, un repas tout simple, de bonne qualité et pas cher, c'est La Maison d'à côté.

Betty Fournier parle de la souffrance qui se cache derrière ce restaurant associatif.

Cette maison est située à côté d'un centre d'hébergement pour des femmes en difficulté. C'est un atelier d'insertion qui leur permet de reprendre des activités et de se resocialiser. C'est un restaurant associatif. Les femmes de cette maison font la cuisine mais veulent surtout faire un lieu d'échanges inter-culturels avec des animations: soirées poésie, expositions avec des rencontres avec l'artiste et des ateliers ponctuels de vidéos ou de théâtre... Les femmes ne sont pas cantonnées à la cuisine! Nous avons aussi mis en places des ateliers de « reprise de la confiance en soi », une permanence juridique collective, un atelier de self défense... Plus de 80% des femmes accueillies dans les centres d'hébergement sont victimes de violence familiale, conjugale... voire les deux. Nous

essayons de répondre à cette situation. Une femme qui a subi des violences est cassée, en grande souffrance et est démolie totalement. Pour s'en sortir, elle doit reprendre confiance en elle... Nos ateliers et nos animations sont ouverts à toutes ces femmes mais aussi à toutes les femmes extérieures, adhérentes à notre association. Et nous tenons beaucoup à ce mélange, car il n'y a pas de « femmes en difficultés », il y a des femmes, tout simplement, qui rencontrent ou non toutes sortes de problèmes et qui doivent être solidaires entre elles. Nous refusons le ghetto et construisons un lieu ouvert.

Féministe

Quand je suis arrivé il y a trois ans notre nom était « Claire-Maison » et

c'est d'ailleurs toujours celui du centre d'hébergement). La problématique de la violence faite aux femmes n'était pas particulièrement prise en compte. L'équipe aborde maintenant cette question avec un éclairage féministe, ce qui ne veut pas dire sexiste, et nous nous battons uniquement pour le droit des femmes. Dans le cadre du restaurant associatif nous n'excluons pas du tout les hommes, mais tout ce que nous mettons en place est clairement en direction des femmes. Nous faisons partie de la Fédération nationale solidarité femme, qui regroupe les centres d'hébergement issus du mouvement des femmes qui se sont petit à petit professionnalisés. Féministe? Le nom de notre association « Olympe de Gouges » le dit clairement. Nous avons mis plus de 9 mois à changer de nom. Olympe de Gouges était annonciatrice du mouvement des droits des femmes. Elle a essayé en 1780 d'ouvrir une maison d'accueil pour chômeurs, pour les femmes et les enfants en difficultés. Elle s'est battue pour que les femmes puissent faire de la politique et être des citoyennes... Et elle y a laissé sa tête puisque Robespierre l'a faite guillotiner.

Un restaurant associatif

Le restaurant associatif est bien vécu dans le quartier. Nous avons démarré en février 1999 et nous avons beaucoup d'employés qui viennent manger le midi, du personnel de l'hôpital Ducuing, des commerçants... Il y a un brassage important. Notre pari c'était aussi de ne pas faire concurrence aux restaurants du quartier mais notre implantation et des relations de bon voisinage ont permis de le gagner. Il faut dire aussi que pour manger chez nous il faut être adhérent de l'association. Nous avons plus de 200 adhérents, pour 50 F par an.

Nous ne voulions surtout pas être une entreprise entrer dans une logique de recherche de marchés, d'appel d'offre, de rentabilité. L'atelier de resocialisation n'offre pas de salaires mais un pécule, ce qui peut paraître ambigu, mais pour nous c'est un tremplin, un passage. Nous voulons que La Maison

d'à côté reste un lieu d'accueil de convivialité, et pas une entreprise. Les femmes restent ici de façon très variable puisque c'est en fonction d'un projet individualisé, donc une semaine, deux semaines, un mois, trois mois, tout dépend du projet, et de la situation. Nous travaillons en réseau avec l'ANPE, la mission locale, le programme Trace, la Maison de l'initiative des femmes, les associations. Ces femmes viennent de tous les milieux sociaux. Une femme sur dix est victime de violence, et dans tous les milieux... Ce qui est nouveau c'est le taux énorme de violence chez les jeunes! Pendant des années on nous a dit c'est l'alcool. Mais s'il permet le passage à l'acte, il n'est pas déterminant. Le seul aspect qui augmente les violences c'est le chômage.

Contre la violence

Toutes les femmes racontent la même histoire, malgré les différences de vie ou de milieu. Le mari violent ne l'est pas tout le temps. Il va commencer par des violences psychologiques puis par des violences physiques, et par cycles. C'est-à-dire qu'après la violence il va être très gentil, excessivement gentil, puis le cycle recommence et de plus en plus rapidement. Un homme qui a commencé à être violent ne s'arrêtera plus. Ce que l'on sait aussi c'est que les femmes qui ont connu la violence dans leur enfance ont beaucoup plus de risque d'attirer la violence plus tard. Parce que si on est habitué à une forme de communication qui passe par la violence on va se remettre dans ce type de communication. Les femmes qui ont connu des années et des années de violence sont en très grande souffrance. Elles portent plainte, puis retirent leur plainte, au gré des promesses du mari et des hésitations pour la sécurité des enfants... Et plus le temps passe et plus ça va être dur de s'en sortir. *A fortiori* si elles n'ont pas de travail, soumises car sans autonomie financière, mais s'en sortir ce n'est pas seulement un problème d'argent. Ce qu'il faut c'est reconstruire du lien social, c'est se restructurer.

» propos recueillis par Caillou



Ce ne sont pas les coups qui sont les plus graves, c'est la dévalorisation...

LIBER... TERRE

Amie lointaine,

Combien de fois ai-je lu et relu ta lettre? Dix fois, cent fois, je ne sais plus. Tes mots sont justes pour définir l'échiquier d'un monde que nous ne comprenons que trop bien. Nous sommes, comme tu le dis si bien, les pantins de ceux qui font et défont

les espoirs. Ici, la vie reprend peu à peu avec la lenteur de l'Orient et des désirs qui restent enfouis. Je regarde encore le monde au travers d'un grillage pour ne pas risquer le mépris. Certes Kaboul revit mais ce n'est que cendres et il sera encore difficile de

retrouver la liberté. Toujours et encore l'oppression. Pour vous, l'angoisse d'une usine de morts qui nargue vos maisons, pour nous les luttes tribales insolentes et gavées de ce pouvoir possible. L'hiver s'installe désormais, le bois sera dur à trouver et les promesses du nouveau gouvernement seront bien minces face à l'ampleur de ce qui doit être reconstruit. Tu voulais fuir car tu te sens dans un pays en guerre, ici, la fuite signe l'abandon que beaucoup voudraient nous voir choisir. Seulement, les femmes pensent sous le tissu du tchadri et l'avenir sera que ce que nous

dévoilerons quand celui-ci sera jeté au feu. Il faut avoir confiance même si les discours que nous entendons, pour toi ceux des industriels et pour moi ceux de certains himams qui cachent la supériorité de l'Islam derrière des paroles apaisantes aux yeux des Occidentaux, font force de loi. La vie est souvent plus forte que le pilonnage des avions US mais tant d'années de guerres épuisent. Garde espoir dans ton combat comme je garde espoir de te revoir.

Tendrement à toi.»

Leila

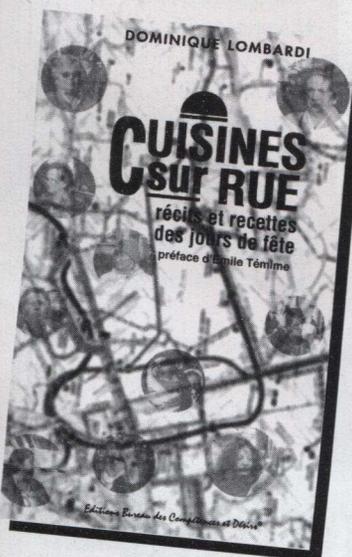
> Vaporetto

LIBRES LIVRES

Cuisines sur rues récits et recettes des jours de fêtes

De Dominique Lombardi

Éditions Bureau des compétences et désirs, Ville de Marseille, 70 F



Voilà une ville où la multitude, le brassage, font parti de son évolution malgré tous les détracteurs sécuritaires çà ou là. Cette ville, Marseille, recèle des trésors cachés, des vies riches de traditions et ce d'où qu'elles viennent.

Le livre de Dominique Lombardi nous promène dans la cité phocéenne grâce à la cuisine des diverses per-

sonnes rencontrées. Discussions simples retranscrites avec douceur, voyages en Turquie, en Arménie, en Espagne selon les femmes croisées... Voilà un ouvrage qui sent l'épice et l'avenir même s'il s'agit de tradition culinaire.

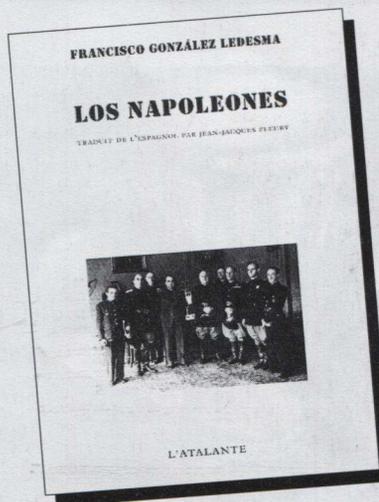
L'âme des villes ne sent pas que le gasoil et l'oxyde de carbone, il suffit de s'arrêter, de prendre le temps de papoter avec les uns et les autres pour découvrir un univers aux senteurs d'Orient. Bien loin d'un livre exclusivement de recettes, un livre à déguster pour les témoignages et sa construction au plus proche des gens. Bien rare en ces temps sécuritaires.

> Vaporetto

Los Napoleones

Francisco Gonzalez Ledesma
Éditions L'Atalante, 19,67 euros

Au centre de l'œuvre de Francisco Gonzalez Ledesma figure une série consacrée à l'inspecteur Ricardo Mendez, un vieux flic barcelonais: toutefois, le romancier catalan se défend d'écrire des «romans noirs», expression qu'il juge trop vaste, voire ambiguë. Il préfère présenter ses romans comme «des radiographies de la société où l'on voit palpiter le passé d'un quartier populaire».



Cette définition peut également s'appliquer à son cycle historique (*Soldados, Chronique sentimentale en rouge, Los Simbolos*), grande fresque de Barcelone et de ses habitants. *Los Napoleones*, écrit en 1964, mais seulement publié en 1977 à cause de la censure, appartient à la même lignée.

Suivant une construction romanesque qu'il utilisera par la suite dans ses autres ouvrages, Gonzalez Ledesma fait débiter son récit dans sa ville natale en février 1936, alors que le Front Populaire vient de gagner les élections en Espagne. Le nouveau pouvoir a fait libérer l'un des protagonistes, l'avocat barcelonais Fernando Samper, incarcéré pour avoir

pris les armes. Sans travail, il doit accepter un poste dans la banque du vieux financier Rusinol.

Mais les événements s'accroissent avec Franco et les militaires qui déclenchent la guerre civile. Samper doit partir au front avec l'éboueur Alberto Ochoa et Gonzalez Conde, un modeste employé de bureau qui devient vite un redoutable meneur d'hommes.

D'autres individus plus avisés se garderont de prendre part au conflit et se contenteront d'en attendre l'issue, cachés dans les environs de Barcelone ou en s'exilant à l'étranger avec l'espoir que les affaires reprennent vite. Et avec Franco au pouvoir, banquiers et entrepreneurs ne manqueront pas d'ouvrage!

Comme le dit l'un d'entre eux «La guerre, c'est nous qui l'avons gagnée, nous les marchands! Pas ces gens qui défilent en bas?».

Cette saga captivante, qui compte plusieurs magnifiques portraits de femmes, s'articule autour de destins croisés de divers personnages des deux camps.

Elle met en évidence l'itinéraire de ceux que l'auteur appelle *Los Napoleones*, ces affairistes qui traversent chaque époque et chaque régime avec la réussite financière comme credo unique.

> Anges

Des radiographies de la société...

LES MURS EN PARLENT

Cisjordanie © Arnauld DUFAUD



Cinquante ans après, graffiti palestinien

POT DE VIN ET COPINAGE

Trait d'Union

Un centre de loisirs et d'échanges à Toubab Dialao au Sénégal.

Trait d'Union est une association de femmes sénégalaises qui ont obtenu en 2000 un terrain de 2 hectares qui domine la mer et les collines environnantes. Dès juillet 2001, elles organisent des séjours de vacances et des activités au profit d'enfants binationaux. Elles prévoient l'accueil des groupes venant d'Europe, issus en particulier de l'immigration sénégalaise. Elles participent au développement de la commune en sensibilisant les jeunes et adultes à la protection



de l'environnement par des initiatives concertées avec les villageois, chantiers de reboisement (1600 arbres plantés sur leur terrain), aménagement d'espaces communs... En août 2001, elles organisent pour les adolescents un chantier de cases sur

le terrain en partenariat avec le village. En 2000, les dons d'une première souscription (2 millions CFA) ont permis de financer un puits et la construction de sanitaires. Trait d'Union lance une deuxième souscription pour équiper leur puits d'une pompe et d'un groupe électrogène (41 mètres de profondeur ne permettent pas d'utiliser une pompe manuelle), ce qui permettrait d'arroser les arbres et de faire fonctionner les sanitaires. Vous pouvez envoyer un chèque en euros à l'ordre de

> **trait d'union**

Avenue Bourguiba
Immeuble Fatou Cissé
DAKAR

Tél. et fax 221825 15 68

SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE	
Canaille et compagnie	2
UNE TRIBUNE SANS TRIBUN	
La tribune de Jospin, un trompe-l'œil	2
AGIR ET NON ÉLIRE	
Deux petits tours et puis s'en vont	5
SELLIÈRES'DE RIEN	
Société patronale	6
LES SEQUESTRES DE RAMALLAH	
Table ronde sur la Palestine	7
DANS UN MONDE IMMONDE	
Salut Fon-Fon	12
COMME D'HABITUDE	
Dans la rue froide du petit matin...	12
MA PETITE ASSOCIATION	
La Maison d'à côté	14
LIBER... TERRE	
Amie lointaine	15

Directeur de publication : Patrick Leclerc

Équipe de rédaction : Marc Bernard, Jenny Corral, Juanito Marcos, Robert Venezia.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boîte postale : 4078 31029
Toulouse CEDEX 4

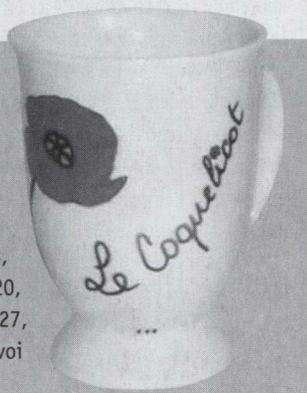
Commission paritaire : en cours
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Amapola,ANGES, Bibas, Caillou, Franck Einstein, Ravachefolle, Vaporetto.
Les photos sont de Arnauld Dufaud.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

SANS PAPIERS

Pour les accros du Coquelicot ou tout simplement pour ceux qui veulent une collection complète voilà la liste des numéros qui vous permettra de réaliser votre rêve. Il faut faire vite, certains numéros sont au bord de l'épuisement.

N° 4, N° 5, N° 6, N° 7, N° 10, N° 11, N° 13, N° 14, N° 15, N° 16, N° 17, N° 18, N° 19, N° 20, N° 21, N° 22, N° 23, N° 24, N° 25, N° 26, N° 27, N° 28, N° 29. Au prix de 2 euros frais d'envoi compris.



Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €
de soutien : 23 €

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :



LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4